



LETTRE OUVERTE A NOS ELUS

Pour une revalorisation des salaires de tous les professionnels du social et du médico-social

Madame, Monsieur,

La crise sanitaire a mis en lumière les inégalités salariales dans notre Pays, s'agissant tout particulièrement des métiers du soin et de l'accompagnement des personnes fragilisées par leur âge, leur handicap ou leur situation sociale.

Pour autant, le Ségur de la santé a totalement nié le rôle déterminant des associations œuvrant dans les champs social et médico-social et de leurs 900 000 professionnels salariés.

La Puissance Publique a légitimement revalorisé les salaires des professionnels du soin et des EHPAD en oubliant une partie des professionnels du secteur des personnes âgées (services à la personne) et la grande majorité des acteurs du social et médico-social (Handicap, Protection de l'Enfance, Insertion, Protection des Majeurs, etc...) qui ont pourtant participé activement à la constitution de la « première ligne » contre la pandémie.

De notre place de Présidente et Présidents d'Associations gestionnaires d'établissements et services médico-sociaux, nous considérons que « le monde d'après » doit se construire avec plus de solidarité et plus de justice et, qu'à ce titre, cette décision est discriminatoire, injuste voire humiliante pour plus de 900 000 salariés du secteur. Aussi nous soutenons sans réserve l'action portée nationalement par la FEHAP et NEXEM (#pourquoi pas moi ?) Dans les mois qui viennent nous devons collectivement travailler pour rendre attractif nos métiers essentiels à la cohésion sociale ce qui passe nécessairement par une revalorisation de leur salaire.

Il est temps, selon nous, de reconnaître le caractère indispensable du travail social et médico-social de nos salariés et de rendre l'action sociale lisible et intelligible pour des acteurs et ce dans une logique qui appelle à une prise en compte de notre secteur dans toutes ses dimensions, quelle que soit la personne accompagnée ou structure.

Il y a donc urgence à agir sinon ce sentiment d'injustice et d'humiliation va laisser des traces profondes auprès des salariés.

C'est pourquoi nous vous adressons ce courrier collectif afin d'obtenir votre soutien auprès du Gouvernement qui en détient les éléments de solution.

Nous sommes à votre disposition pour vous fournir tous éléments et compléments d'information.

Soyez assurés de notre engagement et recevez Madame, Monsieur l'expression de nos respectueuses salutations.

Président
AGAPEI

Président
ANRAS

Président
ARSEAA

Présidente
ASEI

Président
RESO